

B.14. Artikel 74/1 § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. September 2017 sieht ebenfalls die Anonymität des Meldenden in Bezug auf das UBO-Register vor:

« Lorsque l'Administration de la Trésorerie fait une communication à un tiers, y compris le procureur du Roi ou le procureur fédéral, l'identité de l'entité assujettie ou de l'autorité compétente à l'origine du signalement [d'une] différence visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ne pourra en aucun cas être communiquée ».

Der Abänderungsantrag zur Einfügung dieses Absatzes wurde wie folgt begründet:

« La réglementation anti-blanchiment est un outil important dans la lutte contre la fraude grave et organisée. Les entités assujetties coopèrent quotidiennement à cette lutte en appliquant diverses mesures préventives qui leur sont imposées (p. ex. politique d'acceptation des clients) et en déclarant à la CTIF les soupçons de blanchiment d'argent.

Il convient d'éviter le risque physique auquel les entités assujetties sont exposées en raison de l'obligation de communiquer des faits ou des soupçons de blanchiment d'argent.

C'est pourquoi la déclaration à la CTIF est légalement encadrée par un arsenal de mesures visant à protéger l'identité du déclarant. Par exemple, l'article 58 de la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent stipule que la CTIF ne révélera jamais l'identité du déclarant lorsqu'elle fera une communication au procureur du Roi ou au procureur fédéral.

Quoique le registre UBO vise à être un registre public administratif dont les informations sont adéquates, exactes et à jour, et n'a donc pas de composante pénale, cet amendement vise à préciser que dans toute communication à un tiers, autre que celui qui a signalé la divergence, l'identité de la personne qui a effectué le signalement n'est jamais révélée et bénéficie d'une protection similaire à celle prévue à l'article 58 susmentionné.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que, sans préjudice de l'application de l'article 458 du Code pénal, la sanction disciplinaire visée à l'article 77, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État peut être applicable en cas de non-respect de ces dispositions.

De cette façon, l'anonymat de la personne à l'origine du signalement est assuré d'une manière absolue » (*Parl. Dok., Kammer, 2020-2021, DOC 55-1900/005, SS. 4-5*).

B.15. Im Falle paralleler Meldungen ist unter dem Vorbehalt, dass in einem solchen Fall die Verwaltung des Schatzamtes den betreffenden Informationspflichtigen nicht über die Gründe für die Meldung der Diskrepanz an die Verwaltung in Kenntnis setzen darf, folglich die Anonymität des Meldenden ausreichend gewährleistet. Unter Berücksichtigung dieser Schutzmaßnahmen weisen die klagenden Parteien nicht nach, dass eine Identifizierung des Meldenden möglich ist und dass dessen Schutz auf irgendeine Weise beeinträchtigt werden kann.

B.16. Vorbehaltlich des in B.15 Erwähnten ist der zweite Klagegrund unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage vorbehaltlich des in B.15 Erwähnten zurück.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 16. Februar 2023.

Der Kanzler,

F. Meersschaut

Der Präsident,

L. Lavrysen

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2023/41214]

14 MARS 2023. — Loi mettant en œuvre et complétant le règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, et le règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi vise à mettre en œuvre et compléter:

1<sup>o</sup> le règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, dénommé ci-après "le règlement obtention des preuves";

2<sup>o</sup> le règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, dénommé ci-après "le règlement signification ou notification des actes".

**Art. 3.** Pour l'application de la présente loi, les définitions suivantes s'appliquent:

1<sup>o</sup> pour ce qui concerne le règlement obtention des preuves, les définitions des articles 2 et 4 dudit règlement;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2023/41214]

14 MAART 2023. — Wet tot uitvoering en aanvulling van Verordening (EU) 2020/1783 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 betreffende de samenwerking tussen de gerechten van de lidstaten op het gebied van bewijsverkrijging in burgerlijke en handelszaken, en van Verordening (EU) 2020/1784 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet beoogt de uitvoering en aanvulling van:

1<sup>o</sup> de Verordening (EU) 2020/1783 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 betreffende de samenwerking tussen de gerechten van de lidstaten op het gebied van bewijsverkrijging in burgerlijke en handelszaken, hierna "de Verordening bewijsverkrijging" genoemd;

2<sup>o</sup> de Verordening (EU) 2020/1784 van het Europees parlement en de Raad van 25 november 2020 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken, hierna "de Verordening betekening of kennisgeving van stukken" genoemd.

**Art. 3.** Voor de toepassing van deze wet gelden de volgende definities:

1<sup>o</sup> voor wat betreft de Verordening bewijsverkrijging, de definities van de artikelen 2 en 4 van die verordening;

2° pour ce qui concerne le règlement signification ou notification des actes, les définitions des articles 2 à 4 dudit règlement.

#### CHAPITRE 2. — Modifications du Code judiciaire

**Art. 4.** Dans l'article 519, § 1er, alinéa 2, du Code judiciaire, remplacé par la loi du 7 janvier 2014 et modifié par la loi du 19 octobre 2015, un 1<sup>er</sup> rédigé comme suit est inséré entre le 1<sup>o</sup>bis et le 2<sup>o</sup>:

“1<sup>ter</sup>. de jouer le rôle d'autorités désignées auxquelles les entités d'origine peuvent soumettre les demandes concernant la détermination de l'adresse du destinataire de l'acte à signifier ou à notifier, visée à l'article 7, paragraphe 1er, a), du règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.”

**Art. 5.** Dans l'article 555/1, § 1er du même Code, remplacé par la loi du 7 janvier 2014 et modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1er, il est inséré un 27° rédigé comme suit:

“27° de jouer le rôle d'organisme central, tel que visé à l'article 4 du règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “et 25°” sont remplacés par les mots “, 25° et 27°”.

#### CHAPITRE 3. — Autres dispositions explicatives et complémentaires

**Art. 6.** L'organisme central visé à l'article 4, paragraphes 1 et 3, du règlement obtention des preuves est le Service Public Fédéral Justice.

**Art. 7.** Nonobstant l'article 22, paragraphe 1er, du règlement signification ou notification des actes, les juges belges peuvent rendre une décision si les conditions visées à l'article 22, paragraphe 2, de ce règlement sont remplies.

La demande d'octroi d'un nouveau délai pour introduire un recours, visée à l'article 22, paragraphe 4, du règlement visé à l'alinéa 1er, doit être formée dans l'année suivant la date à laquelle la décision a été rendue, sous peine d'irrecevabilité.

#### CHAPITRE 4. — Entrée en vigueur

**Art. 8.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

—  
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : 55-3131

Affaire sans rapport

2° voor wat betreft de Verordening betekening of kennisgeving van stukken, de definities van de artikelen 2 tot 4 van die verordening.

#### HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 4.** In artikel 519, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 7 januari 2014 en gewijzigd bij de wet van 19 oktober 2015, wordt tussen de bepaling onder 1<sup>o</sup>bis en de bepaling onder 2° een bepaling onder 1<sup>o</sup>ter ingevoegd, luidende:

“1<sup>o</sup>ter. het fungeren als aangewezen autoriteiten waarbij verzendende instanties verzoeken kunnen indienen tot het achterhalen van het adres van de persoon aan wie betekening of kennisgeving moet worden gedaan, bedoeld in artikel 7, lid 1, a) van Verordening (EU) 2020/1784 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken.”

**Art. 5.** In artikel 555/1, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 januari 2014 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt een bepaling onder 27° ingevoegd, luidende:

“27° te fungeren als centraal orgaan, bedoeld in artikel 4 van Verordening (EU) 2020/1784 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “en 25” vervangen door de woorden “, 25° en 27°”.

#### HOOFDSTUK 3. — Andere verduidelijkende en aanvullende bepalingen

**Art. 6.** Het centraal orgaan bedoeld in artikel 4, lid 1 en lid 3, van de Verordening bewijsverkrijging is de Federale Overheidsdienst Justitie.

**Art. 7.** Niettegenstaande artikel 22, lid 1, van de Verordening betekening of kennisgeving van stukken, kan het gerecht een beslissing wijzen indien aan de voorwaarden van artikel 22, lid 2, van die verordening is voldaan.

Het verzoek tot verlening van een nieuwe termijn om een rechtsmiddel te kunnen aanwenden, bedoeld in artikel 22, lid 4, van de in het eerste lid bedoelde Verordening, moet worden ingediend binnen een jaar vanaf de dag waarop de beslissing is gewezen, op straffe van onontvankelijkheid.

#### HOOFDSTUK 4. — Inwerkingtreding

**Art. 8.** Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 14 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken: 55-3131

Zaak zonder verslag